

Alain Beitone
Professeur de Sciences Economiques
et Sociales
29 Rue Fongate
13006 Marseille
alain.beitone@gmail.com

Marseille le 16 janvier 2011

à

Patrick Le Hyaric
Directeur de L'Humanité

Monsieur le directeur,

Un mot d'abord pour vous permettre de me situer. En juin dernier, j'animais à Martigues un débat sur les retraites dans le cadre de la fête annuelle de la section du PCF de cette commune. J'étais à la tribune entre Pierre Dharréville (secrétaire départemental du PCF) et Michel Vaxès (député communiste de la circonscription). Vous comprendrez sans doute que, dans ces conditions, je sois attentif à ce que publie l'Humanité.

D'autant que L'Humanité est tout de même d'abord le journal de Jaurès et la citation de ce dernier que je préfère est la suivante : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ». C'était dans un discours adressé à des lycéens en 1903.

Votre journal a publié le 14 janvier dernier une tribune de Mme Marjorie Galy (APSES) mettant en cause le contenu du programme de sciences économiques et sociales de la classe de première qui doit entrer en vigueur en septembre prochain. Il se trouve que je suis membre du groupe d'experts qui a rédigé ce programme sous la présidence de Jacques Le Cacheux, professeur des universités et chercheur à l'OFCE. On peut difficilement lui reprocher d'être un chantre inconditionnel du libéralisme économique quand on connaît ses contributions et celles de l'OFCE au débat public.

Une première remarque tout d'abord. La conception du service public et de la fonction publique (que défend je crois L'Humanité) implique que, quelle que soit l'orientation du gouvernement en place, les fonctionnaires républicains s'efforcent de servir l'Etat et l'intérêt général. C'est ce que font les membres du groupe d'experts de SES. J. Le Cacheux et moi-même étions membre du groupe d'experts qui a rédigé le programme de SES précédent. Nous avons commencé à travailler alors que F. Bayrou était ministre de l'éducation nationale, mais ce même programme a été appliqué pendant les 5 ans du gouvernement de la gauche plurielle présidé par Lionel Jospin. Heureusement, le fonctionnement de l'école est, au moins partiellement, soustrait aux péripéties de la vie politique. Le groupe d'experts travaille dans une logique simple : permettre aux élèves de s'approprier un savoir solide en sciences sociales afin de se comporter en citoyens éclairés et de se préparer à la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur. Nous accuser de chercher à servir des intérêts politiques ou des groupes de pression patronaux, c'est nous faire insulte en tant que citoyens et en tant que fonctionnaires. Pour le moins, une accusation aussi grave devrait être solidement étayée. A titre personnel, le fait que cette accusation soit reprise par L'Humanité me choque particulièrement.

Mais venons-en au fond. Mme Galy présente la « suppression des classes sociales » comme une information nouvelle dont il conviendrait de s'indigner. Les lecteurs de L'Humanité ne sauront donc

pas que le programme en question est paru en mai 2010, qu'il a fait l'objet d'un vaste débat public, qu'il a été adopté par le Conseil Supérieur de l'Éducation Nationale au début juillet de l'année dernière et publié dans l'été au bulletin officiel de l'éducation nationale. Quel scoop !

Mais il y a plus grave. Au moment même où ce programme était soumis à l'avis des professeurs, le groupe d'experts a annoncé que le thème des classes sociales serait traité en terminale. Il s'agit d'une information officielle que Mme Galy connaît parfaitement. Quand elle écrit : « *Sous la pression des enseignants, le groupe d'« experts » réintroduira peut-être cette notion dans le programme de terminale* », elle prend les lecteurs de L'Humanité pour des imbéciles, puisqu'elle sait que ce thème sera présent dans le programme. On peut toujours discuter sur la question de savoir s'il vaut mieux traiter de ce problème en première ou en terminale, mais il n'y a pas là matière à engager un procès de nature idéologique au groupe d'experts.

Dans le titre de l'article, puis dans le corps du texte, Mme Galy affirme que le groupe d'experts a formulé un programme aseptisé qui élude les débats. Qu'on en juge ! Le programme est structuré à partir d'une liste de questions, dont celles-ci :

- Comment répartir les revenus et la richesse ?
- Quelles sont les principales défaillances du marché ?
- Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ?
- Quels sont les grands déséquilibres macroéconomiques ?
- Comment mesurer le niveau de la délinquance ?
- Comment analyser la diversité des cultures politiques et des formes de la citoyenneté ?
- Comment les rapports sociaux s'organisent-ils au sein de l'entreprise ?
- Comment l'Etat-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ?

Prétendre qu'un tel programme est « aseptisé » et « élude les débats » est donc purement et simplement un mensonge. Il suffit de lire le programme pour le constater.

Enfin, dernier point de l'acte d'accusation, Mme Galy reproche au programme de distinguer économie et sociologie. Publieriez-vous un article dénonçant la distinction entre histoire et géographie ou entre biologie et géologie ? En effet la science économique existe. La preuve il existe un « manifeste des économistes atterrés » qui se définissent donc bien comme économistes (je suis signataire de ce manifeste). Il y a aussi des départements et des laboratoires de sociologie. L'Humanité va-t-elle dénoncer cela ?

Je pense, Monsieur le directeur, que votre bonne foi a été surprise et que L'Humanité s'est lancée dans un mauvais combat, donnant au passage à ses lecteurs des informations tronquées ou totalement inexactes. Je ne vous cache pas que cela me déçoit. Car il suffisait de faire un simple travail de recoupement, de lire le programme, de prendre contact avec des membres du groupe d'experts pour donner aux lecteurs une information de qualité. « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ».

En dépit de ma déception, je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, mes cordiales salutations et, puisqu'il est encore temps, je présente à L'Humanité mes meilleurs vœux pour l'année 2011.